

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(14\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Jacques Philippe Delorme, 11 février 1874](#)

Jean-Baptiste André Godin à Jacques Philippe Delorme, 11 février 1874

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (14)

Collation 4 p. (339r, 340r, 341v, 342r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Jacques Philippe Delorme, 11 février 1874, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 13/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/47593>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [11 février 1874](#)

Lieu de rédaction 28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Delorme, Jacques Philippe](#)

Lieu de destination Guise (Aisne)

Scripteur / Scribe [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur la révocation de Godin maire de Guise. Godin informe Delorme que le gouvernement n'a pas laissé hier la possibilité de poser à la tribune de l'Assemblée nationale la question concernant les maires dont la situation est irrégulière, et qu'il a écrit au préfet de l'Aisne que les instructions de monsieur le sous-préfet étaient contraires à la loi, et qu'il resterait maire de Guise jusqu'à ce que le gouvernement ait procédé à son remplacement. Il demande à Delorme de veiller à l'apurement des comptes de leur gestion et de mandater tout ce qu'il sera possible pour éviter aux personnes ayant travaillé pour eux des démêlés avec la nouvelle administration. Il lui demande également de prendre avec lui une copie des budgets et autres documents financiers de la ville, si besoin avec l'aide d'Alfred Denisart.

Notes Nommé maire de Guise en août 1870, Godin est révoqué par le gouvernement à la suite de la loi municipale du 20 janvier 1874 qui confie au soin du Président de la République ou aux préfets la nomination des maires et des adjoints de municipalités ; il proteste contre les conditions de sa révocation (voir Marrel (Guillaume), « L'élu et son double. Cumul des mandats et construction de l'État républicain en France au milieu du XIXème siècle et au milieu du XXe siècle » [en ligne : <https://hal.science/tel-01691408/document>, consulté le 11 janvier 2023]).

Mots-clés

[Actualité](#), [Finances publiques](#), [Idées politiques](#)

Personnes citées

- [Denisart, Alfred](#)
- [Gigault de Crisenoy, Étienne Jules \(1831-1901\)](#)

Lieux cités [Guise \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/03/2023

Dernière modification le 08/10/2025

Versailles 11 février 74

Voir au gr copie
l'envers de 57 et page 58

Cher Monsieur Deleyme,

Le Gouvernement s'est refusé à nous laisser poser hier à la tribune la question concernant les Maires dont la situation est irrégulière. J'ai écrit aussitôt au Préfet de l'Orne que les instructions de No. 6 sous Préfet étaient contraires à la loi, que je restais à l'administration de la ville de Guise comme Maire, et pas autrement, jusqu'à ce que le Gouvernement ait procédé à mon remplacement. Je lui ai également dit que ma délégation au sujet de mes adjoints n'était valable

que dans ces corrections. Je
 dois vous dire que cette
 opinion n'est pas seulement
 la mienne, qu'elle est celle
 des jurisconsultes de la
 chambre.

Comme vous ne me faites
 pas part de vos propres
 impressions, ni de vos
 intentions, je suis en quelque
 obligé en tout ceci d'agir en
 mon nom personnel; mais
 j'ai cru devoir vous dire que le
 Gouvernement ne doit pas
 pouvoir se refuser à procéder
 bientôt à des nominations
 définitives à Guise.

Je vous adresse donc la
 prière très-instante de veiller
 autant que vous le pourrez
 à l'apurement des comptes

de notre gestion, en mandater
tout ce qu'il vous sera possible
de mandater pour éviter
aux personnes qui ont travaillé
sous notre direction le moins
de démêlés possibles avec la
nouvelle administration.

J'aurais aussi avec plaisir
que vous gardiez par devers
vous un état bien détaillé
de la situation financière de
la ville, comprenant copie
des budgets, état de la caisse
municipale, produit des octrois
situation des travaux en cours
d'exécution et des dépenses
commencées.

Vous pourriez au besoin me
faire aider de M. Denisart pour
établir ces pièces.

J ne crois pas avoir besoin
de vous dire combien il est

prudent, si une nouvelle
administration nous succède,
de faire que l'administration
municipale soit transmise
en règle.

Faites-moi le plaisir de me
tenir au courant, et agréez
l'assurance de mes sentiments
dévoués.

Godin